

**Convention collective**

IDCC : 2034. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Ouvriers)**  
**(Isère)**  
**(17 septembre 1998)**

(Etendue par arrêté du 26 janvier 1999,  
*Journal officiel* du 6 février 1999)

---

Brochure n° 3005-III

**Convention collective nationale**

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome III : ETAM)**

---

ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 2011

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE REPAS DE NUIT ET DE PETITS DÉPLACEMENTS

AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2012

(ISÈRE)

NOR : ASET1250176M

IDCC : 2034, 2614

---

Entre :

La FBTP Isère,

D'une part, et

Le SCB CFDT Isère,

il a été convenu ce qui suit à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Indemnités de repas de nuit*

L'indemnité de repas de nuit, prévue à l'article 2.1.1 de la convention collective des ouvriers des travaux publics de l'Isère du 17 septembre 1998, est portée à 11,20 €.

**Article 2**

*Indemnités de petits déplacements prévues par l'article 2.3.1. de la convention collective  
des ouvriers des travaux publics de l'Isère du 17 septembre 1998*

L'indemnité de repas est portée à 9,36 €.

L'indemnité de frais de transport est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,96 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 2,90 € ;

- zone 2 (10 à 20 km) : 5,67 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 9,28 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 12,86 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 16,21 €.

L'indemnité de trajet est fixée comme suit :

- zone 1A (0 à 5 km) : 0,59 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,71 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,30 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 5,10 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 6,90 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 8,60 €.

### **Article 3**

En application de l'article 7.1.9 de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise des travaux publics du 12 juillet 2006, les indemnités de transport et de repas visées à l'article 2 du présent accord s'appliquent aux ETAM non sédentaires des entreprises de travaux publics.

### **Article 4**

#### *Force obligatoire du présent protocole*

Les conventions ou accords d'entreprise ou d'établissement ne peuvent comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent protocole d'accord sauf dispositions plus favorables.

### **Article 5**

#### *Dépôt de l'accord*

Le présent accord sera déposé auprès de la direction générale du travail de Paris, conformément aux dispositions des articles L. 2231-6 et D. 2231-2 et suivants du code du travail.

Un exemplaire sera transmis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Grenoble.

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministère du travail.

Fait à Grenoble, le 8 décembre 2011.

(Suivent les signatures.)